

Avis adopté

Séance plénière du 13 décembre 2023

Pour des *politiques de jeunesse* structurantes et adaptées aux enjeux du XXI^e siècle

Déclaration du groupe Entreprises

De nombreuses questions identifiées :

- Basculement de trop nombreux jeunes vers la pauvreté dû à la fermeture de secteurs pourvoyeurs d'emplois ; oui, les jeunes sont sensibles à la conjoncture économique.
- Dégradation de la situation : augmentation du chômage des jeunes de moins de 25 ans ; hausse des situations d'inactivité.
- Système scolaire caractérisé par des inégalités d'acquisition de compétences et un nombre important de jeunes en situation d'exclusion.
- Une politique sociale qui vient en compensation du système éducatif : emplois aidés, emplois atypiques, exonérations de charges sociales.

Pour un résultat contestable : depuis plus de 30 ans un cumul de politiques spécifiques avec une fragmentation de l'entrée dans l'emploi et une stratégie éducative insuffisamment en phase avec les transformations de l'économie.

Le levier essentiel d'accès à l'autonomie doit être l'emploi. La formation, l'apprentissage doivent être vues comme des investissements de la Nation et des entreprises.

Apporter un regard transversal sur des politiques de jeunesse plus adaptées par une résolution du CESE aurait dû permettre d'engager une vision partagée sur un sujet essentiel : l'avenir des jeunes. Et appeler à des travaux précis et futurs. Dégager des priorités claires par objectifs est une nécessité.

Pour le groupe Entreprises, des convictions :

- Démultiplier les actions en faveur des jeunes les plus fragiles ; et certaines des pistes de la résolution peuvent y répondre.
- Développer l'autonomie et les projets des jeunes mais cela mérite une évaluation du système actuel de redistribution et d'examiner plus finement les pistes d'évolution de financement pour soutenir les jeunes dans leurs projets, leur entrée dans la vie active.
- Anticiper et accompagner car le levier financier seul est une fausse réponse à un vrai problème. Enfermer les jeunes dans l'assistance sans leur donner les outils pour accéder à un emploi ou à une formation est une erreur.

Le groupe Entreprises vote contre cette résolution.